

## **Consultation de l'ARCEP sur la mise en place d'une collecte régulière d'informations sur les marchés de l'interconnexion**

Dailymotion se félicite de la volonté continue et affichée de l'ARCEP de faire progresser les débats en France afin de protéger le caractère neutre et ouvert de l'Internet.

L'accès à Internet est notamment exposé à des risques de discrimination – bridage artificiel ou blocage d'applications, de services ou de contenus spécifiques. Les restrictions destinées à pénaliser des fournisseurs de services peuvent intervenir au niveau de la gestion de trafic, du transcodage, des proxys ou par un blocage pur et simple du DNS. Dailymotion souhaite ainsi souligner auprès de l'ARCEP que les restrictions des capacités de *peering* ou de *transit* ne sont qu'un moyen parmi d'autres susceptible de porter atteinte à un fournisseur de services en ligne.

Ces restrictions sont contraires en tout point à l'esprit des propositions et recommandations faites sur le sujet par l'ARCEP le 30 septembre 2010, peuvent impacter directement grand nombre d'internautes en France et méritent donc la vigilance de l'ARCEP.

Dans cette optique, nous nous réjouissons de la volonté de l'ARCEP de traiter la question de la neutralité des réseaux de façon globale, la méthodologie proposée nous semblant particulièrement pertinente. Cependant, il nous apparaît important que les efforts de l'ARCEP soient focalisés sur les problèmes existants et prouvés et les plus sévères.

Il ne semble pas en effet que des problèmes majeurs et systématiques existent dans le marché du peering voire au contraire : un rapport récent de l'OCDE sur présenté à un séminaire commun du BEREC et de l'OCDE en Novembre 2011, suggère ainsi que le marché du peering est efficace et concurrentiel. Sur 142.210 contrats de peering étudiés par l'OCDE, représentant 86% des opérateurs Internet dans 96 pays, 99.51% des arrangements ne nécessitent même pas de contrats grâce à leur simplicité, et les prix de transport des données sont les moins chers de toutes les méthodes utilisées<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir: OCDE: "Internet traffic exchange: market developments and policy challenges", OECD DSTI/ICCP/CISP(2011)2. [www.oecd.org](http://www.oecd.org); et: Dennis Weller, *Navigant Economics*: "IP Traffic Exchange

Par ailleurs, dans deux décisions à l'encontre de l'autorité de réglementation polonaise UKE<sup>2</sup>, la Commission Européenne a également clairement indiqué que le marché du peering et du transit IP ne devrait pas faire l'objet de réglementation, vu son caractère éminemment concurrentiel, et qu'il n'y a pas lieu de distinguer des marchés distincts de peering gratuit et de transit IP payant.

Ces conclusions ne signifient toutefois pas qu'il ne peut pas exister des cas de tensions ou de mauvaises pratiques par certains acteurs de ce marché mais cela ne semble pas se traduire en un problème systémique qui mériterait une attention poussée, voire une réglementation.

Dailymotion à travers notamment l'action de l'ASIC, association dont elle est membre fondateur, a su ainsi sensibiliser l'ARCEP et les pouvoirs publics sur la question de la net neutralité et des débordements avérés de certains opérateurs. Cette sensibilisation, relayée par les media, a abouti à un assainissement de la situation qui voit désormais les opérateurs craindre les retombées publiques et politiques d'une accusation d'atteinte à la neutralité du net.

Par ailleurs, il semble primordial de ne pas diversifier à outrance les ressources dévouées à la question de la neutralité des réseaux par une analyse régulière sur le peering, mais plutôt souhaitable de focaliser les ressources du régulateur sur les problèmes non encore réglés comme l'accès mobile à l'Internet. Il faut en effet éviter le risque de diluer le débat et de diminuer l'efficacité de l'effort louable entrepris par les pouvoirs publics français pour résoudre les vrais problèmes posés par les restrictions a priori abusives sur le mobile et leurs conséquences sur l'avenir des entreprises innovantes en France et en Europe.

S'agissant précisément de l'avenir de ces entreprises innovantes, Dailymotion souhaiterait attirer l'attention de l'ARCEP sur la charge qu'une collecte trimestrielle telle qu'envisagée par l'ARCEP représenterait pour les acteurs de l'Internet, en particulier pour les nombreuses

---

Market Developments and Policy Challenges", Séminaire BEREC/OECD, Bruxelles, 2 Novembre 2011, <http://erg.ec.europa.eu/doc/berec/oecd/weller.pdf>

<sup>2</sup> Décision de la Commission du 3 Mars 2010, Cas PL/2009/1019: "The wholesale national market for IP traffic exchange (IP transit)"; Cas PL/2009/1020: "The wholesale market for IP traffic exchange (IP peering) with the network of Telekomunikacja Polska S.A."

[http://circa.europa.eu/Public/irc/info/ecctf/library?l=/poland/registered\\_notifications/pl20091019-1020/act\\_part1\\_v4pdf/ EN 1.0 &a=d](http://circa.europa.eu/Public/irc/info/ecctf/library?l=/poland/registered_notifications/pl20091019-1020/act_part1_v4pdf/ EN 1.0 &a=d)

start-ups qui composent l'écosystème. Même les plus grosses entreprises de l'Internet ne disposent pas actuellement des ressources nécessaires pour répondre à une collecte trimestrielle telle qu'envisagée. Ce serait mission impossible pour les nombreuses petites et moyennes entreprises de l'Internet actives en France. C'est notamment le cas pour Dailymotion qui n'a en aucun cas les ressources pour répondre à la bien trop ambitieuse collecte voulue par l'ARCEP alors même que celle-ci détient d'ores et déjà – ou a la possibilité de détenir - nombre des informations réclamées par le biais des données déclarées par/collectées auprès des opérateurs licenciés.

Il ne faut pas à ce propos négliger l'impact de la mesure mise ici en consultation par l'ARCEP sur l'attractivité de la France pour l'écosystème du web, en particulier du point de vue des hubs de trafic IP. Une telle lourdeur administrative risque de peser sur le développement des points d'échange en France. Dailymotion craint en effet que la mesure proposée ici par l'ARCEP ne pénalise le développement des points de peering en France, alors que notre territoire est déjà en retrait par rapport à des sites comme Londres, Amsterdam ou Francfort qui brassent actuellement des volumes de trafic Internet plusieurs fois supérieurs. Or, il y a des enjeux stratégique et industriel évidents à attirer et développer les "hubs" de trafic internet en France.

Plus grave, on peut aller jusqu'à craindre un impact sur la qualité de service pour les internautes français. La collecte de données voulues par l'ARCEP va concerner le peering, qu'il s'agisse de peering physiquement localisé en France, de peering avec des opérateurs français ou de peering hors de France mais à destination d'internautes français. Or, jusqu'à présent, comme cela a été souligné plus haut, le peering s'est établi sur des bases majoritairement informelles. Si le régulateur français impose une lourdeur administrative unique au plan mondial, les opérateurs risquent tout simplement d'arbitrer en défaveur du peering. Le peering est pourtant optimal pour la qualité de service fourni aux internautes, car il permet de supprimer les intermédiaires entre les contenus/applications du fournisseur de services et les internautes.

Indépendamment des remarques précédentes, Dailymotion souligne que le format du questionnaire de collecte de données proposé par l'ARCEP ne permettrait pas d'appréhender la réalité des mécanismes de distribution du trafic internet. Par exemple, le transit n'est pas – en tout cas pas toujours – spécifique à une destination, mais consiste majoritairement à



acheter de la connectivité à Internet, c'est-à-dire sur l'ensemble des destinations avec lesquelles un fournisseur de services ne dispose pas de *peering* ou pour lesquelles les capacités de *peering* en place sont dépassées. De la même manière, les mécanismes de *Content Delivery Network* ne semblent pas être appréhendés ici alors qu'ils constituent bien un moyen de distribution du trafic internet.

Au total Dailymotion suggère à l'ARCEP que l'étude proposée soit, dans un premier temps au moins, un état des lieux qui permettra à l'Autorité de faire une analyse de la situation actuelle. Cette analyse pourrait ensuite être mise en consultation publique et permettrait notamment de décider si oui ou non, une analyse plus poussée devrait être mise en place.

D'ici-là, Dailymotion espère qu'en focalisant ses travaux sur les problèmes prouvés dans la neutralité du net, notamment les restrictions arbitraires sur l'usage de certains services et applications Internet, l'ARCEP parviendra à faire respecter dans la pratique ses recommandations pour la protection de la neutralité du net sur le territoire français (et notamment le principe central de non-discrimination des recommandations 1-5).